

Finances

Le ministre a sollicité des propositions. Il a demandé ce que l'on ferait à sa place. Je puis lui garantir que notre premier souci serait d'éviter les déclarations irresponsables comme il l'a fait à titre de ministre des Finances.

Des voix: Bravo!

Mme Holt: Stabiliserez-vous le dollar?

M. Stevens: Le ministre n'a pas dit comment le gouvernement entend redonner au Canada sa position concurrentielle sur le marché mondial, afin de veiller à ce que la balance commerciale cesse d'être déficitaire. Nous avons un programme qui stimulera la productivité du pays. Nous avons un programme qui, lorsque nous formerons le gouvernement après les prochaines élections, réduira le déficit de la balance commerciale. Le député de Welland (M. Railton) nous a harcelés de questions à ce sujet toute la soirée. Je ne doute pas qu'il soit un peu au désespoir dans ce parti, dont les membres sont complètement dénués de toute idée.

Je suis heureux que le ministre des Finances soit de retour. Ce qu'il doit faire avec son gouvernement c'est de présenter un ensemble de mesures acceptables par les Canadiens et aussi par la communauté internationale, afin que le reste du monde regagne confiance dans notre pays. C'est la première tâche qui incombe au gouvernement s'il veut rétablir l'équilibre du dollar.

On ne peut dire indéfiniment au monde international que le dollar canadien flotte, quand il sait que l'on perd 100 millions de dollars par semaine pour le soutenir. On ne peut tromper le monde international quand il sait que notre niveau d'inflation dépasse de beaucoup celui de notre principal concurrent, les États-Unis. On ne peut tromper le reste du monde quand il sait que notre déficit atteint 9.2 milliards de dollars au compte de nos dépenses fédérales cette année, et qu'il s'élèvera vraisemblablement à 11 ou 12 milliards de dollars l'an prochain.

Une voix: Et l'Ontario?

M. Stevens: Le député s'enquiert de l'Ontario. J'aimerais qu'il considère la position de l'ensemble des provinces. Il se rendra compte qu'elles ont des excédents, qu'elles ne sont pas en déficit.

Le ministre demande quelques suggestions. Quand j'essaie de lui en donner, je suis interrompu par des députés de son parti. Le pays doit faire face à la réalité. L'éloquence du ministre des Finances ne nous redonnera pas la prospérité. Chaque fois qu'on lui pose une question d'ordre économique, il fait le patriotard mais ce n'est pas cela qui nous redonnera la prospérité. La principale responsabilité du ministre est de remettre le Canada au travail. Je vous assure que si le ministre pense qu'il peut s'amener à New York ou à Londres et obtenir un crédit de centaines de millions de dollars sans avoir de solutions à offrir pour remettre de l'ordre chez lui, une surprise désagréable l'attend. Chose certaine les impitoyables prêteurs internationaux vont examiner bien à fond la situation qui existe au Canada avant de s'empresser d'offrir au ministre l'aide qu'il attend d'eux.

M. Railton: Prophète de malheur!

[M. Stevens.]

M. Stevens: J'ai entendu la réflexion du député de Welland mais je ne lui avait rien demandé. Prophète de malheur, dit-il. Qu'il lise la revue *Chase Manhattan* d'octobre 1977. Le ministre aime certainement ce numéro là car il en a déjà parlé pensant que cela l'aiderait ce soir.

Le *Star* de Toronto cite un article de la revue *Chase Manhattan* qui décrit avec beaucoup de pessimisme les perspectives économiques du Canada en disant que nous n'avons pratiquement aucun espoir de régler nos problèmes économiques les plus urgents. Notre politique économique est prise entre l'enclume et le marteau. Toujours selon ce journal la réglementation des prix et des salaires est un fardeau pour l'économie. Nous avons de graves problèmes à régler, monsieur l'Orateur. Au lieu de prétendre que la situation est meilleure qu'elle n'est, et que nous avons un taux de croissance réel de 5 p. 100 quand ses conseillers lui ont dit qu'il était beaucoup trop optimiste, au lieu de prétendre que le taux d'inflation va tomber à 6 p. 100 quand ses conseillers lui disent le contraire, au lieu de prétendre que le chômage va diminuer quand ses conseillers soutiennent le contraire, il est temps que le ministre des Finances se montre honnête envers les Canadiens. Il est temps qu'il leur demande: «Quelles sont les solutions qui permettront de remédier à l'inflation et d'accroître notre taux de croissance réel.» S'il le fait, le dollar sera peut être plus solide et nous éviterons ce genre de débat.

Le ministre a commencé en disant «De quelle crise parlez-vous?» Notre avenir est menacé et c'est ça la crise que traverse le Canada aujourd'hui. Si nous ne redressons pas la situation, nous n'aurons aucun avenir économique.

Sans aucun doute, la première erreur c'était cette ouverture de crédit de 1.5 milliard de dollars. La deuxième c'est son projet d'emprunter à l'étranger pour nous aider à soutenir notre dollar. La troisième étape consistera à faire appel au Fonds monétaire international. Si nous nous adressons au Fonds monétaire international, cela voudra dire que nous avons perdu le contrôle de notre économie. En fait, la punition nous pend au nez car nous serons soumis aux règlements et au contrôle du Fonds monétaire international si nous continuons ainsi. Nous ne voulons pas d'un tel avenir. Si le gouvernement faisait face à ses responsabilités, s'il était plus discipliné et cessait de présenter des crédits comme ceux d'aujourd'hui qui provoquent une augmentation des dépenses de 10 à 12 p. cent, un accroissement des dépenses gouvernementales de 5 milliards de dollars, nous n'aurions pas à faire appel au Fonds monétaire international.

A en juger par les propos tenus ce soir par le ministre des Finances, je ne pense pas qu'il ait compris. Il parle encore vaguement du flottement du dollar et il prétend que tout va bien, alors qu'en fait, si elle persiste dans cette voie, la valeur du dollar continuera à baisser et que malheureusement, nous en pâtirons tous. En fait, et en octobre dernier nous l'avions déjà fait remarquer, lorsque le dollar perd quelque 10c., cela coûte au Canada 2.8 milliards de dollars, compte tenu de la dette de 28 milliards de dollars qu'il nous reste à rembourser. Voilà ce que nous coûte le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau.